Des changements attendus en Libye

Luis Martinez

▶ **To cite this version:**

Luis Martinez. Des changements attendus en Libye. 2004. hal-01065475

HAL Id: hal-01065475

https://sciencespo.hal.science/hal-01065475

Preprint submitted on 18 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DES CHANGEMENTS ATTENDUS EN LIBYE

Luis Martinez
CERI/FNSP

Depuis la suspension de l'embargo en avril 1999, la Libye du colonel Kadhafi cherche à retrouver sa place dans le concert des nations. Mise au ban des nations durant une décennie, en raison des accusations portées contre sa responsabilité dans l'attentat de la *PanAm à* Lockerbie, la Libye a fait un retour remarqué sur la scène internationale. La Libye d'après l'embargo souhaite résolument mettre un terme à la politique révolutionnaire des années 1970 et 1980. Depuis quatre ans, Kadhafi cherche à offrir une autre image à la communauté internationale : la fin du panarabisme, la conversion du Guide au rôle de « sage en Afrique » et la volonté politique d'un rapprochement avec les USA en constituent les faits marquants.

A ces nouvelles orientations diplomatiques, s'ajoutent des mutations sociales et économiques importantes qui soulignent la nécessité d'une plus grande ouverture de la Jamahiriya.

LA JAMAHIRIYA EST-ELLE RÉFORMABLE?

En janvier 2000, le colonel Kadhafi, prenant acte de l'échec de la Jamahiriya (Etat des masses) lance devant le congrès général du peuple : *« Ce système est aboli. Dès la tenue des congrès populaires de base et après la réunion du Congrès général du peuple, ce qu'on appelle le Comité Populaire Général n'existera plus. Dorénavant il n'y a plus de « gouvernement » ... Tout ce système est aboli ! Maintenant, nous travaillerons avec des communes et des chaabiyates. Tous les projets, le budget et l'argent, tout ce que vous faites à l'intérieur des chaabiyates ne dépendra plus « d'en haut», de Tripoli, de Jouffa ou de Syrie... Ce sera le pouvoir du peuple, de la commune et de la chaabiyate ».* Ce discours se traduit par le remerciement de 14 ministres sur les 21 qui constituaient le gouvernement. Le Guide s'en remet dorénavant aux commandements populaires et

sociaux (CPS). Ces derniers sont en partie constitués de chefs de tribus et sont implantés dans toutes les régions. Les directives envoyées par le colonel Kadhafi aux commandements populaires et sociaux sont claires : ils se doivent de renforcer le « pouvoir des masses ». En fait, la période de l'embargo a été propice au développement de la corruption. L'affaiblissement du pouvoir au cours de la décennie s'est traduit par l'expression d'un mécontentement populaire et surtout par l'émergence, pour la première fois depuis la révolution, d'une guérilla islamiste. Pourtant, le colonel Kadhafi avait anticipé le risque d'une contestation de son régime au nom de l'Islam en proclamant la sharia en 1994. Entre 1995 et 1998, le régime va toutefois devoir « éradiquer » des organisations islamistes présentes dans le Djebel et Akhdar. Afin de contrer l'expansion de l'islamisme, Kadhafi décide de condamner à l'emprisonnement toute personne suspectée de sympathie envers ces mouvements - que le Guide n'hésita pas à comparer au virus du sida. Aussi, depuis près de quatre ans, les discours critiques de Kadhafi envers la Jamahiriya visent à enlever le monopole de la contestation aux mouvements islamistes, seuls groupes d'opposants au régime bénéficiant d'une implantation sur le territoire.

Aux problèmes politiques s'ajoutent les difficultés économiques inhérentes au fonctionnement de la Jamahiriya et à l'isolement du régime durant la décennie 1990. Etat rentier, les revenus de la Libye proviennent exclusivement de l'exportation des hydrocarbures. En janvier 2000 le colonel Kadhafi décide *« qu'il doit intervenir, aujourd'hui, pour arrêter cette roue qui tourne dans le vide et qui brûle le pétrole... c'est fini ! Plus de pitié, il s'agit d'une intervention révolutionnaire.. les devises que vous obtenez en vendant le pétrole ne sont pas le fruit de votre effort... les revenus du pétrole doivent être exclusivement destinés aux infrastructures... vous voulez planter des roses, des sillets et du jasmin... nous devons sortir de l'arriération. La révolution a-t-elle eu lieu pour que les revenus du pétrole soient dépensés à l'étranger en achats de Kleenex ? »* De fait, l'embargo permettait de masquer des problèmes économiques. Après qu'il ait été suspendu, on ne pouvait plus le considérer comme unique facteur de l'effondrement du pouvoir d'achat des Libyens. Aussi la suspension de l'embargo résonne comme une espérance économique. La dévaluation du dinar libyen tout au long de la décennie 1990 était perçue comme le signe de l'affaiblissement de la Jamahiriya. L'effondrement du pouvoir d'achat des Libyens consécutif à cette dévaluation avait provoqué un sentiment d'amertume au sein de la population. Habitués à un standard élevé au regard de la région (5.500 dollars US par habitant/an), les Libyens avaient vu leur niveau de vie considérablement affecté. Aussi au lendemain de la suspension de l'embargo, la banque centrale entreprend des initiatives afin de restaurer la monnaie libyenne. Elle s'attaque au marché parallèle du change, symbole des années d'embargo. En trois ans, elle permet de ramener le change de 1 dollar pour

1,4 dinars contre 1 dollar pour 3 dinars en 1996. Au redressement de la monnaie nationale s'ajoute l'espoir d'une modernisation des infrastructures. Le gouvernement libyen a évalué à 35 milliards de dollars les investissements à réaliser entre 2000 et 2005. Les secteurs des transports et du tourisme semblent prioritaires (renouvellement de la flotte de la *Libyan Arab Airlines,* construction d'une ligne de chemin de fer, etc.). Dans cette perspective, l'économie se veut une arme diplomatique susceptible de vaincre l'embargo américain.

L'EMBARGO AMÉRICAIN

Au cours de l'année 2000, des signes d'un rapprochement des liens entre les USA et la Libye[1] se font jour. Cette dernière est toujours considérée comme un *« rogue state »* mais les Etats-Unis semblent disposés à reconnaître les évolutions positives de la Jamahiriya[2]. Des compagnies pétrolières américaines sont autorisées à renouer des contacts en Libye. Face aux risques d'être marginalisée par le retour des Européens et des Russes, l'administration américaine semble plus encline à favoriser un retour progressif des Etats-Unis en Libye.

Aussi, le verdict du 31 janvier 2001 rend coupable Abdel Basset Ali Maghrahi et acquitte Lamen Khalifa Fhima. Pour la Libye, l'affaire *Lockerbie* est close. Le régime espère dès lors voir les Etats-Unis mettre un terme à leur « hostilité » et permettre la levée complète de l'embargo. Le verdict semble inspiré par des préoccupations davantage politiques que véritablement juridiques. En effet, il permet de répondre en partie aux *lobbies* pétroliers qui souhaitent réinvestir en Libye et continue à faire pression sur le régime afin qu'il accepte de dédommager les familles des victimes[3]. Lisa Anderson souligne cependant qu'*« à la fin du procès, le gouvernement pourra réfléchir à une levée des sanctions mais cela dépendra de son issue et de la situation dans le reste du Moyen-Orient. Il faut cependant rappeler que le coût d'un maintien des sanctions est très bas pour un homme politique - encore une fois, la Libye ne touche pas un électorat interne en dehors de l'industrie pétrolière qui a peu de chances de placer les relations américano-libyennes en position de haute priorité - tandis que le prix de leur suppression peut-être assez élevé du fait que l'on continue d'associer la Libye à ses positions anti-israéliennes. Il reste donc possible qu'elle demeure sous sanctions américaines jusqu'à*

[1] Said Haddad, « Les théâtres non-africains de la géopolitique libyenne », *Annuaire de l'Afrique du Nord,* XXXVIII, 1999.
[2] Voir Ronald E. Neumann, *Testimony before Senate Foreign Relations Subcommittee for Near Eastern and South Asian Affairs,* Deputy Assistant Secretary of State for Near Eastern Affairs, Neumann on US policy toward Libya.http://www.useu.be/ISSUES/neum
[3] Yahyia H Zoubir, « Libya in US foreign policy: from rogue state to good fellow », *Third World Quartely,* vol 23, n°1, 2002.

ce que Kadhafi quitte la scène. Après tout, la politique américaine à l'égard de Cuba montre que les Etats-Unis ont une remarquable capacité à perpétuer les sanctions pendant des décennies et à faire du retrait d'un homme une condition de leur suspension »[4].

Ainsi le président George W Bush précise : *« que le gouvernement des Etats-Unis continuera à faire pression afin que la Libye reconnaisse sa responsabilité et accepte de dédommager les familles de victimes ».* Inscrite sur la liste des Etats terroristes dès 1979 la Libye espérait par ce verdict mettre un terme si ce n'est à l'embargo américain[5] du moins à celui de l'ONU.

C'est finalement l'attitude de la Libye face aux attaques terroristes menées contre les Etats-Unis le 11 septembre 2001 qui va accélérer un rapprochement en gestation. Au lendemain du 11 septembre, le colonel Kadhafi va condamner les attentats et reconnaître aux Etats-Unis la légitimité de renverser le régime des talibans en Afghanistan. Pourtant, la conjoncture internationale aurait pu laisser penser que l'anti-américanisme en Libye n'encouragerait pas une politique de réchauffement des relations entre les deux pays. L'attente libyenne d'un rétablissement des relations avec les USA est manifeste dans les différents courants de la société. En fait la Libye, à l'instar de l'Algérie, du Soudan et de la Syrie, va s'inscrire dans la lutte contre le terrorisme que les Etats-Unis vont lancer au lendemain des attentats. Au cours de l'année 2001, de nombreuses rencontres ont lieu entre des dirigeants libyens et anglo-américains. Pour les Etats-Unis, l'objectif est de parvenir à faire avouer au régime libyen sa responsabilité dans l'attentat de Lockerbie et d'obtenir une compensation pour les familles de victimes. En contrepartie, Moussa Kousa, ancien responsable des comités révolutionnaires de l'extérieur, a obtenu de rencontrer à Londres des responsables anglais afin de « discuter » de la présence dans la capitale britannique de militants du Groupe Islamique Combattant.

LA LIBYE APRÈS LE 11 SEPTEMBRE 2001

Le rôle de la Libye dans le dénouement de la prise des otages dans l'Ile de Jollo par le groupe islamiste d'Abou Sayaf annonçait-t-il celui qu'elle joua dans la lutte contre les islamistes ? En obtenant la libération des otages grâce à la médiation de dirigeants libyens, la Libye améliore son image sur le plan international. Parallèlement à cette opération médiatique, la Libye démontre également sa capacité à peser sur des mouvements islamistes. Dans la lutte mondiale contre le terrorisme, cette aptitude va permettre à la

[4] Lisa Anderson, « La Libye de Kadhafi », in *Maghreb-Machrek,* n°170, oct-déc. 2000, p.14.
[5] En plus des sanctions imposées sous la présidence Reagan, la Loi d'Amato du 5 août 1996, sous la présidence Clinton, prévoit des sanctions contre des sociétés qui investiraient plus de 40 millions de dollars dans le secteur énergétique en Libye et en Iran.

Libye de s'insérer dans la coalition des Etats en guerre contre l'islamisme. Et la lutte contre l'islamisme est depuis trois décennies un défi de la Jamahiriya.

De fait, comme dans d'autres pays de la région, les islamistes semblent ne plus chercher à se rendre visible par des pratiques ostentatoires. Les facteurs qui contribuent à leur maintien semblent toujours présents. Mais sans doute que les réactions internationales aux attentats du 11 septembre ont provoqué une volonté de repli, de dissimulation ou tout au moins d'accalmie de leurs actions. L'inscription du groupe islamiste combattant sur la liste des ennemis de l'Amérique peut expliquer le calme relatif que l'on peut observer en Libye, au regard des années précédentes (1995-1998). Cet apaisement constitue un argument de vente pour les autorités libyennes. En effet, Moussa Koussa souligne les performances de la Libye en matière de lutte anti-islamiste. Il vendrait régulièrement cet argument aux différents services européens. De part sa situation géographique (entre l'Algérie et l'Egypte) et surtout grâce à l'immigration arabe et asiatique, la Libye disposerait de sources d'information non négligeables sur les réseaux islamistes. Les arrestations arbitraires (et de longues durées) de Soudanais, Pakistanais, Algériens, Tunisiens, etc. permettraient d'approvisionner le régime libyen en informations. A ces pratiques s'ajoutent le rôle de la Da'awa islamiyya et l'influence non négligeable que connaît la Fondation Internationale pour la Charité de Seif al Islam depuis son rôle dans la libération des otages occidentaux de l'Ile de Jollo. Cette « expertise » sur l'islamisme, la Libye l'a accumulée au cours des trois dernières décennies.

Ces dernières années, les tensions avec les islamistes pouvaient faire craindre un dérapage vers la confrontation armée. Le colonel Kadhafi avait pourtant anticipé le risque d'une montée de la contestation politique au nom de l'Islam en proclamant la sharia en 1994. Il faut dire que dès les années 1980, son interprétation du Coran lui avait valu les critiques des Frères Musulmans[6]. Ainsi lors d'un débat avec Cheikh, Kadhafi avait affirmé : *«Je tiens la Sharia pour un droit positif, au même titre que le droit romain, le code Napoléon, toutes les autres lois élaborées par les juristes français, italiens, anglais ou musulmans »* et lorsque le Cheikh lui demanda si son interprétation contredisait le Coran, Kadhafi répondit : *« Et si l'un de vous me lance par exemple : 'Le livre Vert est contre la religion !' eh bien, je vous traiterais comme Ataturk ! En d'autres termes, vous finirez un jour par m'énerver, et je vous dirais 'Prenez le livre Vert, jetez-le au feu et apportez-moi le Livre rouge ! Apportez-le, vous dis-je ! Nous allons appliquer le marxisme avec tout ce qu'il implique ! Vous ne voulez pas du Livre Vert, d'un livre écrit par un musulman, vous ne voulez pas que les musulmans apportent une solution aux problèmes économiques et politiques... Parfait ! Déchirez le livre Vert… Et si nous sommes amenés à notre tour à adopter l'athéisme, c'est parce que vous*

[6] Moncef Djaziri, *Etat et société en Libye,* Paris, L'Harmattan, 1996 et Qadhafi Moammar, *As-sijal al Qawmi* (Recueil des discours), Tripoli : Centre mondial des études sur Le Livre Vert.

avez fait preuve de fanatisme et que vous voulez nous dicter notre conduite au nom de la religion ».

Mais l'instauration de la sharia n'empêcha pas l'émergence d'organisations armées fondamentalistes au moment où le voisin algérien semblait sur le point de basculer en un Etat islamique. Considéré comme un « pionnier de la résurgence de l'Islam », le colonel Kadhafi demeurait confronté, à l'instar de nombreux autres dirigeants arabes, à une opposition islamiste qui compte selon *Amnesty International* des milliers de prisonniers politiques. En 1996, le porte-parole du Groupe Islamique Combattant considérait que *« Dès le début Kadhafi a commencé à appauvrir l'état d'esprit des jeunes musulmans libyens à l'intérieur et à l'extérieur, et il a commencé à tuer des personnes qui pourtant souhaitaient apporter leur énergie à la lutte contre le mal et la corruption ».* Entre 1995 et 1998, le colonel Kadhafi entreprend une véritable lutte armée contre les groupes islamistes n'hésitant pas, dans le Djebel et Akhdar, à recourir à l'aviation pour bombarder les repères des islamistes. D'ailleurs une multitude d'organisations islamistes s'opposent au régime. Au cours de la décennie 1980, le mouvement des Frères Musulmans, le Jihad Islamique et le Takfir wal Hijra (Anatheme et Exil) étaient les plus visibles[7]. A la suite de rebellions armées, ces organisations subissent une répression massive de la part du régime. Ainsi en 1989, neuf membres du Jihad sont pendus pour avoir tenté d'assassiner des conseillers soviétiques à Tobrouk. Au cours de la décennie 1990, l'emprisonnement et la répression des islamistes a provoqué une radicalisation de la mouvance. Entre 1995 et 1998, deux organisations islamistes combattent le régime libyen : le Groupe Islamique Combattant libyen et le Mouvement islamique des martyrs. Elles déclarent le djihad contre le pouvoir et déclenchent une série d'actions de guérillas en Cyrénaïque qui provoque la mise en état de siège de la ville de Derna.

Les islamistes qualifient la réaction de Kadhafi « d'hystérique », comme l'attestent les propos du porte-parole du Groupe Islamiste Combattant : *« le régime vit une situation d'hystérie dont je doute qu'il en ait déjà connu une de cette ampleur auparavant ; il regroupe toute sa puissance militaire pour essayer d'éradiquer le Groupe Islamique Combattant. Les Libyens n'ont pas bombardé leur propre pays depuis l'occupation italienne. Et pourtant nous assistons au bombardement, par l'aviation libyenne, des positions des Moujahidin dans le Djebel El Akhdar, haut lieu de la résistance contre l'occupation italienne. Aujourd'hui, cette région est un des nombreux lieux de la résistance du Groupe Islamique Combattant. Entre temps, Kadhafi tente de dissimuler la réalité de ces affrontements à l'opinion en masquant ses offensives militaires comme étant des raids contre des trafiquants de drogue, etc. A ce jour, il regroupe environ 10.000 soldats dans la région dont des troupes serbes issues de l'ex-Yougoslavie ».* En 2003, cette situation semble cependant s'être profondément modifiée. La

[7] Joffe George, « Islamic Opposition in Libya », *Third World Quarterly*, 10, n°2,1988.

contestation des islamistes paraît être provisoirement étouffée par la répression.

On observe enfin que quatre années après la suspension de l'embargo par l'ONU, la Libye a incontestablement réussi son retour sur la scène internationale. Du sommet de l'OUA, marqué par l'ambitieux projet des Etats-Unis d'Afrique, à la foire internationale de Tripoli et à la position compréhensive à l'encontre des USA dans leur volonté de renverser le régime des talibans au lendemain du 11 septembre 2001, le colonel Kadhafi a replacé son pays sur la scène internationale. Cette réintégration de la Libye va néanmoins de pair avec un amer constat d'échec de la politique économique de la Jamahiriya. Comme le colonel Kadhafi le précisait en janvier 2000, *« malheureusement, ceux qui ont mené la Révolution ne sont ni des savants ni des experts. Ce ne sont que de simples révolutionnaires. Certains, parmi nous, ne savaient ni lire ni écrire ! Beaucoup n'avaient pas de diplômes secondaires. De simples sous-officiers analphabètes, voilà ce que nous étions !»* Dès lors, des changements s'imposent, car il faut « *arrêter cette roue qui tourne dans le vide ».* Mais y a-t-il une alternative à la Jamahiriya ? Kadhafi a-t-il les moyens de changer un système à ce point identifié à sa personne ? Les mutations du personnage Kadhafi (conversion à la paix, au réalisme économique, etc.) suffiront-elles à provoquer les changements nécessaires ? En fait, au regard des modifications du système international, la Libye n'a plus droit à l'erreur. Sa volonté de sortir de la liste des pays soutenant le terrorisme se comprend par le souci de ne pas faire partie des pays membres de « l'axe du mal » défini par l'administration de Bush.

Article paru dans *Diplomatie Magazine*, 5, sept.-oct. 2003.